



Déclaration liminaire de la CGT-CMN au conseil d'administration du CMN du 27 juin 2024

La déclaration liminaire que nous faisons aujourd'hui prend une tonalité particulière dans la séquence politique actuelle.

Si nos revendications sur les salaires, les emplois et les missions du service public culturel fragilisées par 7 années de néolibéralisme avaient été entendues, nous n'en serions peut-être pas là. Ces politiques d'austérité ont largement participé à la fragilisation et aux divisions de la société qui fournissent le terreau à la désespérance sociale actuelle. Vous en êtes aussi partiellement comptable.

En matière salariale : 2024, sera une année ZERO pour le pouvoir d'achat au ministère de la Culture et au CMN

- Zéro augmentation **du point d'indice** en 2024 : nous exigeons +10% d'augmentation et son indexation sur l'inflation.
- Zéro revalorisation du **cadre de gestion des contractuels** vieux de 15 ans , avec un budget initial amputé de 50% , soit **7 500** agents concernés au ministère dont plus de 900 au CMN.
- Zéro marge budgétaire pour la poursuite **du plan de rattrapage indemnitaire** (« la remontée des socles ») des titulaires par rapport aux autres ministères, soit **12 200** agents concernés dont plus de 500 au CMN. Et Zéro euro pour l'égalité Femmes/Hommes.

En matière de budgets et de missions : nous assistons à des réformes structurelles régressives !

- Baisse des crédits de la mission culture : - 204 Millions d'euros :
 - - 3.2M€ sur la masse salariale
 - - 96 M€ sur la création soit -9%
 - - 99.5 M€ sur le Patrimoine soit - 8.4 % (-3 % si l'on prend en compte le recours au fond de réserve prévu par le ministère)
- ⇒ Conséquences sur les politiques publiques culturelles mises en œuvre par la centrale, les DRAC et les opérateurs : baisse des aides à la création (théâtre, Opéra, cinéma...), envol des politiques tarifaires (augmentation des billets d'entrée dans les musées et monuments, + 83 % d'augmentation au Louvre en 10 ans et le CMN n'en est pas exempt avec lui aussi de fortes augmentations tarifaires en début d'année), privatisation accrue des espaces publics et les grandes institutions renvoyées à une course aux ressources propres pour compenser le désengagement de l'État...

Puisqu'il faut s'attendre à des répercussions sur les budgets 2024 et 2025, quels seront les impacts sur les missions du CMN ? Quels chantiers de restaurations vont être retardés, quelles expositions ou programmations culturelles seront annulées ? Quelles seront les conséquences sur notre masse salariale ? Pour l'instant, nous n'en savons toujours rien...

En matière d'emplois : la casse du statut, c'est aller vers toujours plus de précarité et de clientélisme

- Nous revendiquons l'abrogation de la Loi de Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 qui a ouvert le recrutement de contractuels sur tous nos métiers avec pour conséquences de l'injustice et de la précarité : injustice avec 1400€ net (le SMIC) pour un contractuel de catégorie C en début de carrière contre 1730€ net pour un fonctionnaire de la même catégorie (4000€ de différence sur un an). Et le CMN en abuse largement : par exemple en 2023 sur 188 embauches, seules 20 d'entre elles ont été pourvues par des fonctionnaires...

Précarité des contractuels embauchés sur des CDD toujours plus courts et sans perspectives. Précarité encore plus accrue avec l'insuffisance du plafond d'emploi poussant l'établissement à externaliser nos missions, à des coûts exorbitants.

- Dans le même temps, le ministère ne prévoit que 750 recrutements de fonctionnaires alors que 1 500 départs à la retraite sont prévus d'ici 2027.

⇒ Avec pour conséquences à l'absence de concours : *peu de promotions en raison de l'attrition des viviers, l'absence d'égalité d'accès à l'emploi public, la perte d'expertise car les agents ne s'inscrivent plus dans la durée, le clientélisme et les modes de gestion opaques.* **Nous revendiquons l'ouverture de postes de titulaire a minima à hauteur de tous les départs à la retraite !**

- Et comme, il faut toujours faire plus avec toujours moins d'agents, ce sont nos **conditions de travail** qui sont attaquées, les **risques psycho-sociaux** qui se multiplient sous la charge de travail et les collectifs de travail qui sont fragilisés.

Nous sommes toutes et tous conscients de vivre une période charnière de notre histoire dans les services du ministère de la Culture et au CMN,

- Parce que nous croyons que la culture est un levier d'émancipation des consciences individuelles et collectives ;
- Parce que nous avons l'intime conviction que la culture est ouverture à l'autre, à toutes les différences et à toutes les expressions dans leur richesse et leur diversité ;
- Parce que nous savons que la culture casse les codes, fait bouger les lignes, produit de la réflexion, ouvre les voies et donne les moyens de toutes les libertés ;
- Parce que nous souhaitons fermement que la culture demeure un outil de créativité, de cohésion sociale et de rencontres plurielles, et jamais un outil de propagande, de repli identitaire et d'exclusion.

Pour défendre la liberté de création, la liberté d'expression, de diffusion et de la presse, et pour nos libertés fondamentales, nous avons besoin de politiques culturelles démocratiques, participatives et universelles.

Pour faire vivre toutes nos valeurs et ambitions pour la culture dans notre pays et à l'international, nous avons besoin d'un ministère de la Culture fort, ambitieux, ouvert et inclusif. C'est indispensable, c'est même une question de survie.

La CGT-CMN ne vous dit pas Bercy pour la Culture !

Paris, le 27 juin 2024